

Initiatives ministérielles

C'est évident que, même si le gouvernement fédéral a l'impression qu'il faut réduire les dépenses pour maîtriser le déficit, ce n'est pas le moment de couper quand nous sommes au creux d'une récession qui, comme je l'ai dit au début, est proche de la dépression. Ce serait une dépression si nous n'avions pas ces paiements d'assistance sociale.

Le gouvernement devrait plutôt réduire les dépenses quand l'économie va bon train et quand l'argent s'accumule dans les coffres des provinces, grâce aux contributions des particuliers et de l'industrie. En plein coeur d'une récession, ce n'est sûrement pas le moment.

C'est pour cette raison que l'Ontario est aux prises avec ce terrible déficit pour l'année courante. Je n'ai pas entendu le discours du Trône qui a été présenté aujourd'hui à l'Assemblée législative de l'Ontario, aux environs de 15 heures, je crois. Mais je ne doute nullement que le déficit ontarien excède cette année les 11 milliards de dollars.

• (1640)

Et une grande partie de ce déficit résulte directement de la réduction des paiements de transfert fédéraux dans les trois secteurs que j'ai mentionnés. Près de la moitié de ce déficit est probablement attribuable à la réduction, cette année, des paiements de transfert fédéraux à la province de l'Ontario.

Si l'on reproche au gouvernement ontarien de ne pas avoir mis de l'ordre dans ses finances, il ne faut pas s'étonner de ce que le premier ministre de l'Ontario demande, dans le cadre du programme visant à sauver l'unité du Canada, dans le cadre du débat constitutionnel qui a cours à Ottawa, que l'on modifie la politique financière des gouvernements fédéral et provinciaux. Autrement dit, si le gouvernement fédéral réduit ses paiements de transfert aux provinces, les gouvernements provinciaux vont réclamer le droit légal de percevoir eux-mêmes davantage d'impôts.

Et vous savez ce que cela risque de créer au Canada. Énormément de problèmes. Car si les provinces acquièrent un droit de regard plus important sur le financement direct, les provinces bien nanties seront moins enclines à transférer, par l'entremise du gouvernement fédéral, des fonds aux provinces démunies.

Très franchement, je préfère encore le statu quo, si seulement le gouvernement fédéral payait ses dettes. Et c'est exactement là ce dont il est question ici aujourd'hui, monsieur le Président; le gouvernement fédéral ne paie pas ses dettes à l'égard des provinces et pourtant, il s'attend à ce que les provinces continuent à investir plein d'argent dans les collèges et les universités, les hôpitaux, etc.

Voilà donc où je voulais en venir, monsieur le Président. Le gouvernement fédéral ne peut pas continuer à réduire ses paiements de transfert aux provinces, particulièrement au cours d'une récession aussi dure que celle que nous vivons, à l'heure actuelle, et de nouvelles dispositions financières s'imposent certes.

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, je serai bref. À l'instar du député qui vient de parler et qui a commencé son discours en disant qu'il serait bref, je serai bref, peut-être même plus que lui.

Je voudrais soulever quelques points au sujet de cette importante question dont nous sommes saisis aujourd'hui. D'abord, l'une des choses que les Canadiens devraient garder à l'esprit et dont ils ne sont peut-être pas conscients, c'est que le gouvernement a institué un programme qu'il a appelé Programme de revenus garantis et qui protège les provinces signataires d'ententes de perception d'impôts contre de fortes réductions de recettes par suite de modifications soudaines de la politique fédérale d'impôt sur le revenu des particuliers.

Comme des députés l'ont déjà dit, certaines provinces sont actuellement aux prises avec un manque à gagner fiscal. C'est un programme que le gouvernement a créé pour aider les provinces à suppléer à une diminution de leurs recettes fiscales pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Je voudrais vous dire que la Saskatchewan souffre de sa trop grande dépendance envers le commerce des céréales, lequel est victime d'une guerre de prix internationale. La Saskatchewan, qui, je le répète, compte, à un degré élevé, sur un seul secteur d'activité pour sa survie, a vu et continue de voir son économie se détériorer et ressentir les effets régressifs de cette guerre des prix. Il y a bien eu des efforts de diversification économique, mais ils ont été quelque peu limités.